

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires

Perrine MALBOS
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2022-110

portant délégation de signature à madame Catherine BERNE, directrice de l'éducation

LE PRESIDENT,

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 3221-3 ;
- VU** l'élection de monsieur Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021 ;
- VU** la délibération n°6.3.1 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à M. Olivier AMRANE ;
- VU** l'arrêté n°2022-222 du 29 mars 2022 portant organisation des services départementaux ;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

CONSIDERANT que les délégations données à un subordonné sont de fait incluses dans le champ de délégation de ses supérieurs hiérarchiques ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services départementaux ;

SUR proposition de madame Marylène MONGALVY, directrice générale des services départementaux ;

ARRETE

Article 1 : Délégation directe et permanente est donnée à madame Catherine BERNE, directrice de l'éducation, en qualité des fonctions qui lui sont conférées, pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, tous les documents entrant dans le cadre des attributions et des compétences liées à son affectation, dans la limite des actes suivants :

- les correspondances courantes, dont les courriers et correspondances adressés aux responsables des exécutifs locaux (Maires, Présidents d'EPCI, de Région...), à l'exception des courriers qui engagent juridiquement, financièrement ou politiquement le Département (octroi subvention, ...), et à l'exception des courriers adressés aux membres du corps préfectoral et directeurs des services de l'Etat ;
- les états de dépenses et les états de recettes ;
- les actes préparatoires à la passation des marchés (avis de publication et consultations, PV d'ouverture des plis, demandes de renseignement complémentaire au candidat, échanges liés à la négociation, mise au point, rapport d'analyse des offres) dans la limite du seuil de 40 000 € HT pour tous les marchés publics ;
- les courriers d'information aux candidats retenus, actes d'engagement, courrier d'attribution, notification et courriers de rejet aux candidats non retenus, dans la limite du seuil précité (à l'exception des réponses apportées aux demandes de communication des candidats non retenus qui peuvent être signées sans seuil) ;
- les bons de commandes et marchés subséquents dans la limite du seuil précité ;
- les actes se rapportant à l'exécution de la commande publique (pénalités, opérations de réception, ordre de service emportant début arrêt ou reprise des prestations, ordre de service emportant prolongation des délais d'exécution, nantissement, sous-traitance) quel que soit le montant du marché ;
- les actes modificatifs de la commande publique dans la limite des ordres de service (OS emportant début, arrêt ou reprise des prestations, OS emportant prolongation des délais d'exécution et OS emportant modification des prix ou des prestations), quel que soit le montant du marché, et les avenants au marché sans incidence financière ;
- les actes de gestion courante du personnel ;
- les dépôts de plainte ;
- les pièces administratives et comptables relatives au projet AJIR conventionné avec l'ANRU ;
- les accusés de réception des actes des conseils d'administration des collèges publics départementaux,
- les visas des actes budgétaires et financiers ainsi que les règlements conjoints des actes budgétaires de ces collèges publics départementaux ;
- les pièces administratives et comptables relatives au projet AJIR conventionné avec l'ANRU ;
- l'ensemble des actes et documents inclus dans le périmètre de ses subordonnés.

Article 2 : Le présent arrêté, qui prend effet au 1er juillet 2022, abroge tout arrêté de délégation de signature antérieur.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, via «Télérecours citoyen» accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Madame la directrice générale des services départementaux est chargée de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté fera l'objet d'une transmission au contrôle de légalité et d'une publication par voie dématérialisée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le **27 JUIN 2022**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE



Reçu à la Préfecture le **27 JUIN 2022**
Affiché en l'Hôtel du département le **01 JUL. 2022**
Identifiant de télétransmission : **199550**